

# RAPPORT

---

## COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL

Travaux d'aménagement d'une déchèterie neuve et  
d'un tourne à gauche sur la R.D.110E1 - commune  
de Villetelle

DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT

PIECE JOINTE N°12 - COMPATIBILITE DU PROJET D'INSTALLATION AVEC LE PLAN REGIONAL DE  
PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

## Historique des révisions

VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
0	07/2019	Création de document	AB	GMG

**Maître d'ouvrage :** Communauté de Communes du Pays de Lunel

**Mission :** Travaux d'aménagement d'une déchèterie neuve et d'un tourne à gauche sur la R.D.110E1 - commune de Villetelle

**Rapport :** Dossier d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**En date du :** 29/07/2019

**Contact :** Anne BAILLAUD

**Adresse :** Naldeo, Agence de Besançon,  
4 chemin de l'Hermitage,  
25 000 Besançon  
Tél. : 03.81.52.38.38  
Fax : 03.81.41.09.96

## Table des matières

<b>1</b>	<b>SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>LE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS OCCITANIE</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX</b>	<b>6</b>

## 1 SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

---

Le nouveau SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, du Bassin Rhône-Méditerranée, est entré en vigueur le 21 décembre 2015 pour les années 2016 à 2021.

Le SDAGE définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état des cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.

Il fixe pour six ans les grandes priorités appelées « orientations fondamentales », de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Un programme de mesures accompagne également le SDAGE. Il rassemble les actions par territoire nécessaires pour atteindre le bon état des eaux. Ces documents permettent de respecter les obligations définies par la directive cadre européenne sur l'eau pour atteindre un bon état des eaux.

Ses orientations fondamentales sont les suivantes :

- OF0 : S'adapter aux effets du changement climatique
- OF1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- OF3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- OF4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
- OF5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- OF6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- OF7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le projet respecte les orientations fondamentales du SDAGE 2016-2020 et notamment l'OF5, en effet le projet a été élaboré en visant la non dégradation des milieux aquatiques. Les eaux usées rejoindront un système d'assainissement autonome et concernant les eaux pluviales, le principe de gestion retenu, basé sur le stockage et le respect d'un certain débit au milieu naturel, est considéré comme la meilleure technique disponible pour gérer les aspects quantitatifs. Par ailleurs, le projet ne dégrade pas d'espaces naturels remarquables, ne détruit pas de zones humides et respecte ainsi l'orientation fondamentale OF6B « Préserver, restaurer et gérer les zones humides ».

Le projet d'aménagement d'une déchèterie neuve à Villetelle est compatible avec le SDAGE RMC.

## 2 LE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS OCCITANIE

Les régions ont commencé à s'engager dans l'organisation des commissions consultatives d'élaboration et de suivi de leur plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), en concertation avec les communautés, les organisations de professionnels et les associations environnementales. En confiant aux régions la responsabilité de la planification en matière de déchets, la loi NOTRe du 7 août 2015 vise à simplifier le paysage de la planification dans ce domaine. Jusqu'à cette date, chaque département établissait deux plans de prévention et de gestion différents, l'un pour les déchets non dangereux, l'autre pour les déchets issus de chantiers du BTP, auxquels s'ajoutait un plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux. Les PRPGD doivent permettre de construire une stratégie globale à l'échelle des nouvelles régions, intégrant tous les gisements de déchets, quels que soient leurs producteurs (ménages, commerces, BTP,...). Ils intègrent également un volet économie circulaire. Le décret du 17 juin 2016 est venu préciser, tardivement, le contenu de ces plans dont la loi prévoit l'adoption avant le 7 février 2017.

Dès avril 2016, la Région s'est engagée dans l'élaboration du Plan Régional Occitanie de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) avec l'ambition d'atteindre en valeur et en calendrier les objectifs de la Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte et la volonté de l'inscrire dans une démarche plus globale afin d'engager la Région sur la voie d'une économie plus circulaire. L'importance des enjeux tant environnementaux, qu'en termes d'activité économique et d'emploi, a conduit la Région à inscrire l'élaboration du Plan dans un large processus de concertation. Après l'avis favorable donné par la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi en mai 2018, le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et son rapport environnemental ont été soumis pour avis aux autorités administratives. A l'issue de cette consultation administrative, la Présidente a arrêté en janvier 2019 le projet de PRPGD et son rapport environnemental, modifiés pour tenir compte des avis recueillis. A partir de février 2019, ces documents ont été soumis à l'avis de l'autorité environnementale qui a rendu son avis en avril 2019. Les documents sont soumis à enquête publique du 3 juin 2019 au 4 juillet.

Le plan présente un programme régional de prévention des déchets qui s'articule autour de neuf orientations qui sont :

- Développer la tarification incitative ;
- Développer le réemploi et la réparation des objets ;
- Repenser la production et l'usage des "déchets verts" ;
- Réduire la nocivité des déchets et améliorer le tri des déchets dangereux ;
- Limiter la production de déchets du BTP ;
- Trier à la source les biodéchets pour permettre leur valorisation et leur retour au sol : compostage de proximité ;
- Réduire le gaspillage alimentaire ;
- Accompagner la mise en œuvre des PLPDMA ;
- Accompagner les entreprises et administration dans la réduction de la production de leurs déchets.

La déchèterie de Villetelle prend en compte les orientations de ce plan.

### 3 PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX

---

Le plan en vigueur a été adopté en mars 2002. Depuis, le contexte de la prévention et de la gestion des déchets sur le département, mais également au niveau national, a changé avec :

- Une évolution réglementaire importante :
  - Une directive cadre européennes a été adoptée en novembre 2008 ;
  - Le point V de l'article 194 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 introduit la nécessité de réviser le plan en vigueur avant le 12 juillet 2012 ;
- Le renforcement de politiques de réduction à la source des déchets avec la mise en place par le Département d'un Plan départemental de prévention des déchets et le développement des programmes locaux portés par des collectivités en charge de la gestion des déchets.

Ces importantes évolutions, conjuguées à l'ambition d'une politique environnementale et de développement durable du Département, imposent une révision du Plan. La révision du Plan doit répondre aux objectifs réglementaires relatifs à la prévention de la production et de la nocivité des déchets, à la limitation des transports, à la valorisation et à l'information du public. Le département de l'Hérault a décidé par délibération du 23 mai 2011 de soumettre le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés adopté en 2002 à révision. Suite à la parution de l'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 et du décret n°2011-828 du 11 juillet 2011, cette révision s'est transformée en une élaboration d'un Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. Les objectifs du Plan sont établis en tenant compte de la situation précédemment décrite et des obligations réglementaires en particulier le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets :

- Prévention,
- Préparation en vue d'un réemploi,
- Recyclage,
- Autre valorisation, notamment valorisation énergétique,
- Et élimination

Ils sont présentés ci-après :

- Objectif n°1 du plan : Mettre en œuvre un programme de prévention efficace et adapté au territoire du Plan ;
- Objectif n°2 du plan : améliorer la valorisation matière et organique des déchets ménagers et non ménagers non dangereux ;
- Objectif n°3 du plan : Assurer l'autonomie du département pour traiter les déchets résiduels (hors déchets d'assainissement ;
- Objectif n°4 du plan : Assurer un traitement de proximité pour traiter les déchets d'assainissement collectif et non collectif ;
- Objectif n°5 du plan : Améliorer la gouvernance de la gestion des déchets.

La déchèterie de Villetelle prend en compte les prescriptions de ce plan.